

Le fait du jour

Un échiquier politique

Les échecs aux législatives et à la présidentielle des partis dits de gouvernement ont provoqué un séisme qui n'a pas épargné le Loiret. État des lieux.

Philippe Abline
philippe.abline@centrefrance.com

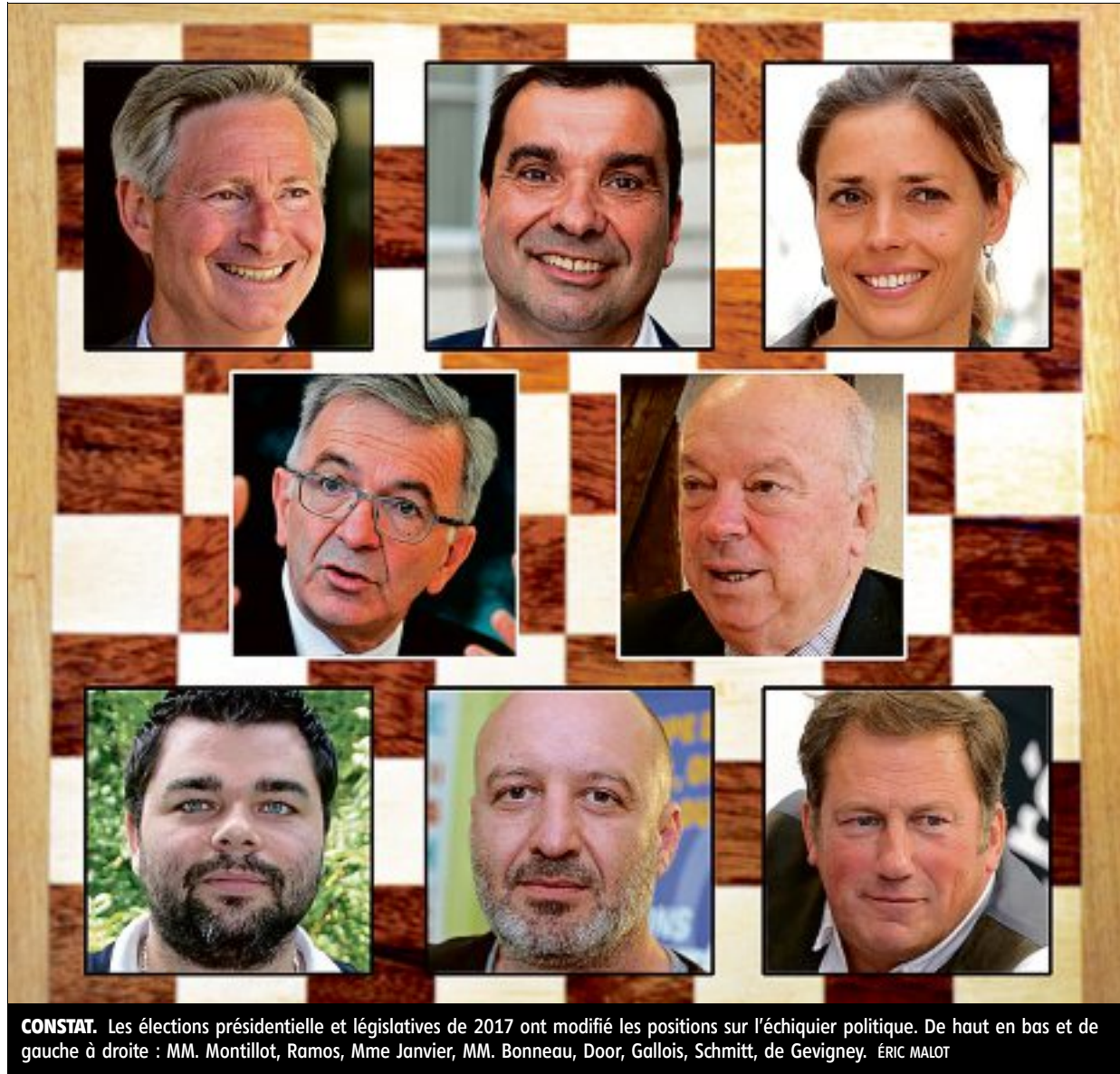
Des primaires assassines tant au Parti socialiste que chez les Républicains, une déferlante En Marche aux législatives après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidentielle, un élan des Insoumis non confirmé aux législatives, une division à droite et dans la majorité présidentielle pour les prochaines sénatoriales... Quel est le paysage politique du Loiret en cette rentrée ?

À RECONSTRUIRE

« Il faut tout reconstruire au Parti socialiste, du sol au plafond », considère François Bonneau, président du conseil régional. L'élu est prêt à entrer dans l'équipe des maîtres d'œuvre. « Il n'y a pas beaucoup de présidents de Région au PS qui ont réussi à conserver un territoire qu'on annonçait perdu », considère-t-il.

Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret et candidat à sa succession, estime que le PS doit prendre son temps et s'accrocher à ces valeurs que sont la justice, la solidarité, le réalisme économique et l'attachement à l'Europe. Pour le reste, il faut tout reconstruire, selon l'Orléanais qui préfère l'étiquette de social-démocrate à celle de socialiste. Il n'est d'ailleurs pas attaché au nom « Parti socialiste ».

Olivier Frézot, premier secrétaire fédéral du PS 45, indique que, si le nombre d'adhésions a été « divisé par deux en trois ans dans le Loiret », les finances de la fédéra-



CONSTAT. Les élections présidentielle et législatives de 2017 ont modifié les positions sur l'échiquier politique. De haut en bas et de gauche à droite : MM. Montillot, Ramos, Mme Janvier, MM. Bonneau, Door, Gallois, Schmitt, de Gevigney. ÉRIC MALOT

tion sont saines. Il n'est pas question de vendre le siège du Loiret et de licencier des salariés.

Les Républicains sont les autres grands perdants de cette année électorale 2017. Ils gardent trois députés dans le Loiret mais Jean-Pierre Door, président départemental, ne le cache pas : trois recours sont en cours d'examen (*lire plus bas*). Des personnalités ont quitté le parti : Olivier Carré, maire d'Orléans et président de la

métropole, Hugues Saury, président du conseil départemental qui n'a pas renouvelé son adhésion tout comme Matthieu Schlesinger, maire d'Olivet. Stéphane Fautrat, l'ex-secrétaire départemental LR a quitté le parti et est devenu le collaborateur parlementaire de Stéphanie Rist, députée En Marche... Constance de Péligny, maire de La Ferté Saint-Aubin, est fidèle à sa famille, mais elle souhaite « une droite ayant envie

de s'ouvrir, pas une droite qui veut se refermer, pas celle de Laurent Wauquiez ». Elle n'est cependant attirée ni par La République en marche, ni par les Constructifs.

Les LR comptent encore plus de 1.500 adhérents dans le Loiret, mais, prévient Jean-Pierre Door, les militants, s'ils ne refusent pas la confrontation d'idées et de projets, « en ont assez des critiques internes acerbes qui nuisent

à l'ensemble ».

EN CONSTRUCTION

Florent Montillot, président départemental de l'UDI et maire adjoint d'Orléans, se voit plutôt dans le camp des vainqueurs et vante l'esprit « Constructif » du bureau national du parti centriste auquel il appartient. Un état d'esprit dans lequel se retrouvent des élus du Loiret qui viennent grossir les rangs de l'UDI (environ 400 adhérents dans le dé-

partement) selon Florent Montillot. Soutenir ce qui va dans le bon sens et s'opposer quand il le faut est l'esprit de ce mouvement regroupant UDI et une partie des LR. Un mouvement qui va aboutir à la formation d'un parti, assure Florent Montillot. Où situer politiquement cette nouvelle formation ? « Entre La République en Marche et Les Républicains partisans de la ligne défendue par Laurent Wauquiez », situe le président l'UDI 45.

« Il est possible de créer un espace centriste »

C'est aussi sur cette partie de l'échiquier que vise le MoDem. L'élection de Richard Ramos dans le Loiret, la nomination de Marc Fesneau, voisin du Loir-et-Cher, comme président du groupe à l'Assemblée nationale, n'a, pour l'instant, pas d'influence sur un mouvement en quasi-sommeil dans le Loiret. Mais, selon Richard Ramos, il est possible de créer un « espace centriste » dans le département. Centriste et... central. « En géométrie, le centre-droit et le centre-gauche n'existent pas », note le député.

Les résultats des législatives n'étaient pas à la hauteur des espérances des militants des Insoumis du Loiret, mais les six ou sept groupes d'appui formés dans le Loiret commencent à se remobiliser, selon Emmanuel Schmitt et Jean-Marie Boutiflat. Pour les actions sociales des 12 et 23 septembre prochains (*lire le calendrier*) et en vue de la convention nationale de novembre, qui doit aboutir à une nouvelle organisation. ■

Dans les autres camps

Dans tous les partis, la période estivale a été calme après un premier semestre particulièrement animé.

Dans le camp de La République en marche, le nombre des adhésions (3.800 dans le Loiret) s'est stabilisé. Les militants ne semblent pas inquiets de la baisse de la cote de popularité du Président. « Il est dans la droite ligne de ce qu'il avait annoncé », explique François Sarrazin, le référent départemental.

Au Parti communiste, le secrétaire départemental,



LREM. François Sarrazin.

Mathieu Gallois, fait partie de ceux qui ont regretté qu'il n'y ait pas eu de rassemblement avec Les Insoumis, y compris au ni-

veau départemental. La fédération prépare la journée du 12 septembre et la Fête de l'Humanité pour laquelle des tracts sont distribués actuellement. Le congrès extraordinaire du PCF en 2018 est aussi en ligne de mire.

Charles de Gevigney, secrétaire départemental du Front national, admet qu'il ne s'est pas passé grand chose dans son camp depuis le début de l'été. Il entame cette semaine sa campagne pour les sénatoriales. ■

Ph. A.

Des recours déposés



RECOURS ■ Le paysage politique du Loiret n'est pas figé. La République en marche a déposé des recours contre les élus LR qui ont battu les candidats du parti d'Emmanuel Macron en juin dernier. Une décision sur la recevabilité de ces recours devrait être rendue « entre la mi et la fin septembre », selon François Sarrazin, référent de La République en marche dans le Loiret. Rappelons que Jean-Pierre Door (*photo*) l'a emporté avec 8 voix d'écart, Claude de Ganay avec 59 voix d'avance et Marianne Dubois avec 88 voix de mieux que les candidats LREM.

Le fait du jour

bousculé dans le Loiret

CALENDRIER

12 septembre. Grève générale et manifestation contre la réforme du code du travail à l'appel de la CGT, rejointe par d'autres syndicats. La fédération du Parti communiste et les Insoumis du Loiret ont déjà annoncé leur participation à cette journée.

17 septembre. Fête de la rose de la fédération du Parti socialiste du Loiret à Ingré avec pour invité d'honneur le député de l'Ardèche Olivier Dussopt (lire ci-dessous).

23 septembre. Les Insoumis du Loiret se joindront à la marche parisienne contre le « coup d'état social » dénoncé par Jean-Luc Mélenchon. Un car partira d'Orléans (participation 25 euros, renseignements et inscription sur lafranceinsoumise.fr).

24 septembre. Élection sénatoriale. Trois postes à pourvoir dans le Loiret. Les 1.667 grands électeurs auront le choix entre une petite dizaine de listes, le nombre exact sera connu, ce soir, à la clôture des inscriptions.

30 septembre. Fête de la violette (fête du parti Les Républicains), organisée par Guillaume Peltier, à Souvigny-en-Sologne, à la limite du Loiret et du Loir-et-Cher (lire ci-dessous).



RÉTRO. Les candidats LR d'Orléans aux législatives n'ont pas été élus. L'ex-maire d'Orléans Serge Grouard et le président de l'Agglo Charles-Éric Lemaignan ont été battus par Caroline Janvier et Stéphanie Rist, Alexandrine Leclerc par Richard Ramos. Un résultat conforme au résultat de la présidentielle.

➔ SÉNATORIALES

Les sénatoriales sont le rendez-vous de la rentrée. En tout cas pour le monde politique. Le grand public ne devant pas se rendre aux urnes, il observe ce scrutin d'un œil distrait. D'autant qu'après la primaire de la droite puis celle de la gauche, les deux tours de présidentielle et ceux des législatives, il est un peu lassé. Cette élection suit, dans le Loiret, la même tendance que les précédentes, offrant son lot de querelles internes. Chez les Républicains, le candidat officiel, Jean-Noël Cardoux est en concurrence avec l'ex-LR et président du conseil départemental Hugues Saury. Au sein de La République en marche, la représentante investie, Aline Mériaux, affronte le dissident Benoît Lonceint, qui a pris l'étiquette « Majorité présidentielle ». D'ailleurs, le député MoDem Richard Ramos, élu en étant porté par la vague En Marche, soutient Aline Mériaux, mais « pas pour son étiquette, parce qu'elle est parfaitement identifiée » et qu'elle représente sa conception du centre : pour une économie libérale, mais pas extrême. À gauche, les Insoumis ne présentent pas de liste mais n'appellent pas pour autant les grands électeurs à voter pour celle du PCF.

Philippe Abline.

Les événements de la rentrée

La politique est à la fête en ce mois de septembre avec deux rendez-vous, la Fête de la rose du Parti socialiste et la Fête de la violette des Républicains.

C'est une tradition en septembre dans le Loiret. La fédération du Parti socialiste organise une Fête de la rose. Elle aura lieu, cette année, le 17 septembre. L'invité d'honneur, Olivier Dussopt, est moins connu que Christiane Taubira, Harlem Désir ou Marisol Touraine qui sont, ces dernières années, venus à la rencontre des habitants.

Député de l'Ardèche, Olivier Dussopt s'était fait remarquer en 2014 lorsqu'il avait traité de « connard », le ministre de l'Économie de l'époque, Emmanuel Macron, dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Un coup de colère provoqué par les propos du locataire de Bercy qui avait qualifié d'illettrées les ouvrières de Gad.

Les militants Républicains seront aussi à la fête en septembre. De la vio-



PS. Christiane Taubira avait été l'invitée d'honneur de la Fête de la Rose en 2013.

lette cette fois. Cette manifestation, créée par le député et chef de file de l'opposition à la Région Guillaume Peltier en est à sa quatrième édition. Elle a lieu habituellement en juillet, les élections ont contraint l'organisateur à modifier la date de ce rendez-vous annuel. Ce sera samedi 30 septembre, de 11 à 16 heures.

Ce n'est pas le seul chan-

gement, Guillaume Peltier l'a déplacé de La Ferté-Imbault à une ferme de Souvigny-en-Sologne (entre Isdes et Lamotte-Beuvron), à la limite du Loiret.

Guillaume Peltier veut fédérer une nouvelle génération de la droite, à l'image de Gil Avérous, maire de Châteaurox. Il souhaite aussi donner une orientation populaire à cet événement. « La droite s'est trop concentrée sur les finances et la fiscalité, il faut davantage s'intéresser aux gens » (*)

Faute de confirmation de la part de l'intéressé, il ne communique pas encore le nom de son invité d'honneur. Les trois premières éditions ont attiré en Sologne Bruno Le Maire, Rachida Dati et Nicolas Sarkozy. ■

Philippe Abline
philippe.abline@centrefrance.com

(*) Un discours que tient aussi, par ailleurs, l'ex-député orléanais LR Serge Grouard qui souhaite créer, début octobre, au sein de Force républicaine (le micro-parti filloniste) une équipe ouverte réfléchissant aux sujets de société : lire son interview sur www.la-rep.fr.

➔ LEURS PREMIERS PAS

Trois députés du Loiret élus en juin dernier ont découvert le Palais Bourbon. Leurs impressions sur leurs premières semaines de mandat. **CAROLINE JANVIER (LREM).** Elle travaillait dans le secteur du handicap. Caroline Janvier, élue pour la première fois députée en juin dernier, a proposé ses compétences à la commission des affaires sociales. « Elle recouvre un large domaine : travail, formation, chômage, retraite, santé, solidarité... nous avons beaucoup de réunions », constate la parlementaire. Elle s'y attendait : « Je n'avais rien prévu pour les vacances, nous *(élus En Marche qui n'ont jamais eu de mandat auparavant)* devons travailler deux fois plus pour être opérationnels le plus rapidement possible ». Si l'élaboration d'un texte peut être longue et fastidieuse, Caroline Janvier estime que c'est un mal nécessaire. Mais des groupes de travail sont formés pour modifier les procédures dans le but de gagner en efficacité. Elle-même est dans cette optique. Étant très sollicitée, elle doit « prioriser » ses interventions. Son organisation s'affine, elle ouvrira sa permanence d'Orléans le 17 septembre.

RICHARD RAMOS (MoDem). Le député de la sixième circonscription se dit ravi d'avoir été accepté dans la commission qu'il voulait intégrer, celle de l'économie (entreprises, agriculture...). C'était son premier choix. Il est d'ailleurs coordinateur du groupe MoDem et centristes au sein de cette commission. Il fait également partie des neuf députés impliqués dans les états généraux de l'alimentation, un sujet qui touche cet ex-chroniqueur gastronomique. Richard Ramos savait qu'à l'Assemblée nationale, transformer une idée en projet de loi prend du temps et de l'énergie, mais il est surpris que ce soit à ce point. Un exemple : le « petit » restaurant du Loiret subit 10 % de frais pour encaisser un ticket restaurant alors que le montant de ces frais n'est que de 1 % pour McDonald's pour un titre à la même valeur faciale. Revenir sur cette différence s'avère long et compliqué. « Ça paraît pourtant une évidence », regrette l'élu.

STÉPHANIE RIST (MoDem). Son premier choix s'était porté sur les affaires sociales mais Stéphanie Rist est ravie de siéger dans la commission traitant de l'éducation, des affaires culturelles, associations... « Il n'y a pas d'autre médecin dans cette commission et je suis très intéressée par tout ce qui concerne la prévention, la médecine scolaire, l'enseignement supérieur... » Quant aux affaires sociales, elle peut en discuter avec sa collègue Caroline Janvier. Et elle participe aux débats lorsqu'ils portent sur la densité médicale. L'été de Stéphanie Rist a lui aussi été très studieux et centré sur le travail au Palais Bourbon. Elle revient désormais dans sa circonscription. Elle signera dans les jours prochains le bail pour sa permanence, qui sera installée place Clovis, à Saint-Privé-Saint-Mesmin, « au milieu de ma circonscription ». Stéphanie Rist a parfois « l'impression de perdre du temps dans l'hémicycle car les débats sont assez caricaturaux » mais n'est pas surprise par les lourdeurs administratives.